

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1159>



Gilets jaunes, citoyens, associatifs, députés,
sénateurs...

Nous devons empêcher le président Macron d'exercer une violence d'Etat illégitime

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : lundi 22 avril 2019

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Reedition. First edition on 26 March 2019.

L'Etat dispose du monopole de la violence légitime. Quand cette violence supposée légitime devient manifestement illégitime, l'Etat lui-même et ses institutions perdent leur légitimité. Le peuple a alors le droit et le devoir de s'insurger. Le chef de l'Etat doit se soumettre au réquisit du peuple souverain et revenir au respect de la Constitution. Ou se démettre. Ou être démis. Pour forfaiture.



Aujourd'hui, le pire danger qui nous menace tous sans exception, que nous ayons ou pas des problèmes de fin de mois, ce sont les quelque 14 500 bombes atomiques existantes, dont plusieurs milliers sont prêtes à partir dans quelques minutes. La fin du monde n'est pas un fantôme, ni même une perspective climatique à moyen ou à long terme, elle peut réellement se produire à tout instant : aujourd'hui, demain, après-demain. Seule l'omerta sciemment entretenue par les pouvoirs en place avec la complicité d'une partie de la presse et des médias à la solde des marchands d'armes, nous empêche de prendre conscience de cet incroyable danger.

En attendant la catastrophe, ces bombes pèsent sur nos fins de mois. Les 300 bombes françaises ont coûté plus de 300 milliards d'euros. Chaque bombe revient donc à un milliard et continue de nous coûter, année après année. M. Macron a prévu de dépenser 37 milliards d'ici 2025 pour les moderniser, sans compter leur entretien. Apparemment, faire un petit milliard de morts ne suffit pas à notre arsenal de "stricte suffisance". Pour M. Macron, les minima sociaux coûtent "un pognon de dingue", mais il prévoit d'augmenter de 50 % le budget des armes atomiques. Hypocrisie ? Dissociation ? Schizophrénie ? C'est en tout cas le parfait salaud sartrien : tellement fasciné par son habileté à remplir son emploi qu'il en oublie d'être humain.

Sous ses dehors de playboy, c'est un criminel et un mafieux. Quelle organisation se fournit des armes pour pratiquer des assassinats ? La mafia. M. Macron - comme ses prédécesseurs à la présidence de la Ve République - transforme la France en mafia internationale, au mépris de tous ses engagements comme de sa propre constitution et des valeurs qu'elle proclame. La fraternité notamment. M. Macron continue à fourbir avec ardeur des bombes de 7 à 22 fois plus puissantes que celle d'Hiroshima, qui fit au moins 200 000 morts et en fait encore (par ses retombées

radioactives, comme Tchernobyl). Ce sont des armes de massacre, d'extermination, d'atteinte au génome humain, de crime contre l'humanité. Et M. Macron se déclare prêt à les utiliser - sinon sa dissuasion ne vaudrait rien. Mais préparer un crime est un crime. Le préméditer, c'est déjà le commettre. Qu'il soit monstrueux n'arrange rien.

Pire que tous ses prédécesseurs, arrogant, sûr de lui et dominateur, M. Macron n'hésite pas à utiliser des armes mutilantes, grenades et LBD, contre ses concitoyens. Semaine après semaine, il cherche à mater les Gilets jaunes, mater un peuple exaspéré, et garder le pouvoir à n'importe quel prix. Par la ruse - rroulardises, carabistouilles, séances de séduction, "Grand débat national" cadré, tronqué, truqué* - ou par la force. Tous les moyens sont bons. Malgré les protestations qui s'élèvent, y compris dans les rangs des "gardiens de la paix", malgré l'avis du défenseur des droits, il entend conserver ces armes qui ne sont pourtant pas des instruments de maintien de l'ordre, mais, elles aussi, des armes criminelles.

Il entend en user en toute impunité, exactement comme de la bombe atomique. C'est elle qui conforte son arrogance naturelle. Elle lui donne un sentiment d'impunité et de supériorité sur tous ses concitoyens. A juste titre, car un seul Français a le "droit" de liquider des millions d'êtres humains sans avoir à rendre de compte à personne : lui-même. S'il a ce "droit" exclusif, ce privilège exorbitant, pourquoi se priverait-il du droit de mutiler à vie quelques dizaines de misérables manifestants qui osent traverser la rue pour contester sa toute-puissance ?

Il existe pourtant un moyen simple, efficace, pacifique, légal et constitutionnel, de ramener l'individu Macron à sa juste place : l'obliger à négocier avec les autres Etats dotés d'armes nucléaires l'abolition de leurs armes, comme la France s'y est engagée en signant en 1992 le Traité de Non-Prolifération (TNP). Priver le Président de son bon plaisir tyrannique en faisant irruption dans son prétendu « domaine réservé » - défense et diplomatie-, le peuple français pourra le faire quand le référendum d'initiative citoyenne (RIC) existera. Mais il le peut dès à présent par un « référendum d'initiative partagée » (RIP) prévu depuis 2008 à l'article 11, alinéa 3, de la Constitution. Il a ce moyen à portée de main. Il suffit qu'il s'en empare. Il pourrait même, avec l'appui de 20 % des parlementaires, s'en servir pour créer le RIC, et trancher par la suite bien d'autres questions majeures.

Une [proposition de loi référendaire](#) signée par 30 députés et sénateurs existe d'ores et déjà depuis le 23 janvier 2019. Elle pose la question : « *Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?* »

A cette question, 85% des Français répondaient OUI dans un sondage IFOP-ACDN de mai 2018. Et 82 % se déclaraient prêts à soutenir la proposition de loi si celle-ci advenait, alors que 10 % "seulement" de soutiens citoyens (environ 4,5 millions d'électeurs inscrits) sont requis. Le sondage est sans appel. Il y a un gouffre entre le peuple français, toutes tendances politiques confondues, et son gouvernement.

Maintenant que la proposition de loi existe, reste à convaincre 155 députés et sénateurs parmi les 925, pour atteindre les 20% de signatures requises. Sachant que 126 membres de l'ancien Parlement avaient, en avril 2017, signé une proposition de loi similaire, cet objectif semble accessible si les citoyens, électeurs et contribuables, sont assez nombreux à interpeller leurs élus. Ne se trouvera-t-il pas au moins un parlementaire sur cinq pour écouter sa conscience et suivre sa raison avant ses intérêts personnels ou les consignes de son parti ? Peut-on croire que le Palais Bourbon n'abrite qu'un ramassis de godillots tout juste bons à emboîter le pas à leur adjudant-chef ?

Gilets jaunes et autres révoltés de la "démocratie française", proche du dépôt de bilan, devraient interpeller leurs élus au Parlement pour remettre les pendules à l'heure, éloigner l'aiguille de l'Apocalypse de minuit moins 2, sa position actuelle, et injecter, s'il se peut encore, de l'humanisme dans le cerveau présidentiel. Ils gagneront ainsi le pouvoir de décider sans exception de tous les droits, vrais ou faux, qui affectent leur vie et peuvent, soit la protéger,

soit l'accabler, soit même l'anéantir.

Oui, nous avons tous le droit de vivre dignement. Nous avons tous le droit de vivre, tout court. Et M. Macron, alias Jupiter, depuis son PC du même nom, n'a pas le droit de nous priver de nos droits vitaux... au nom des "intérêts vitaux" d'on ne sait trop qui, sinon lui-même, Dassault, Lagardère et Paribas**.

Qu'il persiste à jouer les tyrans en dépit de la Constitution et de tous les avertissements qu'il a reçus relève, on l'a dit, de la forfaiture. Sa majorité à l'Assemblée nationale devrait elle-même le comprendre et en tirer la conclusion logique. Pour éviter la violence de rue comme pour la surmonter, l'Etat républicain n'a pas à faire assaut de violence, mais à montrer l'exemple, pratiquer la justice et les vertus qu'il prêche, respecter l'humanité chez ses citoyens comme chez ceux des autres pays, bannir la terreur d'Etat de chez lui comme de chez les autres.

Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, a justement titré ses Réflexions sur le désarmement nucléaire : "*Nucléaire, un mensonge français*". Il faut en effet un énorme tissu de mensonges pour masquer la violence de ces armes et l'absurdité des élucubrations dissuasives qui tentent de les justifier. De proche en proche, ce mensonge corrompt, par sa tartuferie et son cynisme au service d'une petite "élite" dominante, tout le tissu social. Jusqu'au Parlement peut-être ? L'avenir le dira.

Finissons-en donc avec la terreur atomique, et nous en finirons avec les grenades mutilantes. Ce sera *un changement de logiciel*. Un changement d'ère. D'air. Un souffle salubre dans les écuries d'Augias.

"Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité... ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison." (Albert Camus, *Combat*, 8 août 1945)

Jean-Marie Matagne, Gilet jaune

Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

* Ainsi, le "domaine réservé" a été exclu des thèmes ouverts à la discussion, la réduction du budget des armées ou plus particulièrement de l'armement atomique, exclue du champ des économies possibles. ACDN a bataillé pendant cinq jours pour inscrire sa proposition de loi référendaire sur le site du Grand débat et la faire paraître parmi les contributions des associations. En vain. Prétendre qu'il était possible d'aborder tous les sujets dans le "Grand débat national" est un mensonge pur et simple.

De même, l'accès au Forum international de Paris sur la Paix, en novembre 2018, a été refusé à ACDN. Cf. [Lettre au Président Macron, à propos du Forum de Paris sur la Paix et du désarmement](#)

En France, le désarmement, nucléaire et général, est un sujet tabou. Pour le gouvernement comme pour la mafia, le commerce du crime a besoin d'omerta. Surtout, ne pas saper notre prestige de "grande puissance" et nos exportations d'armes !

** BNP-Paribas, la banque qui investit 7 milliards de dollars dans l'armement atomique... et sponsorise le Forum de Paris sur la Paix.

Pour s'informer davantage : www.acdn.net

Pour agir ensemble ou réagir : contact@acdn.net